

Nous, collectif large regroupant des individus, des collectifs et organisations associatives, syndicales et politiques, avons choisi de nous rassembler pour contester la logique sécuritaire et guerrière du gouvernement PS, dans la droite lignée des gouvernements précédents (Chirac, Sarkozy, ...).

**Nous appelons et soutenons
la tenue et la continuation des luttes.**

**Nous condamnons
la répression et la criminalisation
des grèves, des mouvements sociaux et associatifs.**

**Nous nous rassemblons en collectif pour défendre
une société juste, égalitaire, digne, solidaire et ouverte.**

**Nous invitons celles et ceux,
individus, organisations, collectifs, associations, partis et
syndicats,**

**qui se retrouvent sur ces trois axes,
à rejoindre le collectif ,
à construire un « observatoire » des effets de l'état d'urgence,
à créer un réseau de solidarité capable de se mobiliser
rapidement**

et

à participer à une première manifestation

le Samedi 12 décembre 2015 à 15 h Cours Belsunce.

Pour nous rejoindre, nous contacter :
contreletatdurgence13@gmail.com

Collectif d'individus soutenu par (premiers signataires) : AL Marseille, CNT-f 13, Collectif Georges Abdallah, CRI Marseille, Ensemble ! 13, FUIQP Sud, MSED, NPA 13, OCML-VP 13, PG 13, Solidarité Palestine Marseille

Refusons l'État d'urgence, multiplions les solidarités !

Nous (individus, organisations associatives, syndicales, politiques) avons décidé, de créer un collectif pour nous opposer à l'État d'urgence, ses conséquences et aux mesures anti-démocratiques qui ont été annoncées.

Nous refusons :

- la répression des mouvements sociaux, des luttes syndicales et à la criminalisation des luttes écologistes ;
- l'austérité économique : licenciements, casse du code du travail, précarité ;
- les dérives sécuritaires, liberticides et anti-démocratiques de l'État ;
- le racisme anti-musulman et tous les autres racismes d'État ;
- la fermeture des frontières;
- les guerres impérialistes.

Multiplions nos solidarités pour défendre :

- le droit de se mobiliser, de lutter ou de s'organiser ;
- les libertés syndicales et le droit du travail ;
- l'égalité économique et les services publics ;
- les libertés publiques, une société plurielle et réellement démocratique ;
- les solidarités face à l'arbitraire et aux injustices de l'État et de sa police ;
- l'égalité des droits civiques et de traitement entre tous, sans distinction de couleur de peau, d'origine ou de religion réelle ou supposée ;
- l'extension du droit d'asile, une société ouverte, digne et égalitaire ;
- la solidarité internationale entre les peuples.

Nous invitons celles et ceux, individus, organisations, collectifs, associations, partis et syndicats, qui se retrouvent sur les trois axes définis dans notre appel, à rejoindre le collectif, à construire un « observatoire » des effets de l'état d'urgence, à créer un réseau de solidarité capable de se mobiliser rapidement.

Pour nous contacter : contreletatdurgence13@gmail.com

**Manifestation Samedi 12 décembre
Cours Belsunce 15h**

Refusons l'état d'urgence, multiplions les solidarités !

Les attentats du 13 novembre, perpétrés contre des innocents, ont légitimement provoqué tristesse et sidération. Après le choc, il ne faut pas céder à la terreur et à la panique, mais continuer à penser pour pouvoir saisir les causes profondes qui ont rendu de tels actes possibles.

En décrétant l'état d'urgence, en intensifiant sa politique guerrière, le gouvernement fait des choix idéologiques. En réprimant les mobilisations contre la COP21, l'État cherche à assimiler les militantEs aux assassins de Daesh.

Contre l'état d'urgence permanent !

L'état d'urgence a été décrété puis prolongé pour trois mois. On en voit déjà les conséquences : interdictions de se rassembler, de manifester, gardes-à-vue, expulsions de squat, assignations à résidence, perquisitions violentes dans les lieux de vie et de culte, déchéance de la nationalité (y compris pour les bi-nationaux nés en France), fermeture des frontières, fichage généralisé (fiches S, fichage ADN, ...), contrôles accrus dans les transports, dans les centres commerciaux, à l'entrée des fcs, dans les quartiers, ... Toutes ces mesures répressives et préventives touchent en majorité des musulmanEs réelLEs ou supposéEs, des habitantEs des quartiers, et/ou des militantEs (syndicaux, politiques, associatifs, écologistes, etc.), donc qui n'ont rien à voir avec les attentats du 13 novembre.

Sous couvert « d'union nationale », le gouvernement exige la suspension des grèves et mobilisations sociales, pourtant il continue à mener la même politique d'austérité, de casse du code du travail... La répression anti-syndicale se poursuit à Air-France, la SNCF, La Poste, et ailleurs ; les salariéEs qui luttent contre les licenciements et pour la défense des services publics se voient criminalisés tout comme les militants écologistes durement réprimés pour leur engagement. La possibilité de lutter pour l'égalité sociale et économique est la condition de la construction d'une société plus juste et démocratique.

Si des libertés sont attaquées, c'est toute la société qui en est impactée. Ne pas être d'accord, penser différemment ou juste en être soupçonné peut devenir passible de condamnation. L'exception devient Loi. La suspicion tient lieu de verdict. C'est dans ce sens que Hollande envisage de modifier la Constitution. Et on prétend prendre ces mesures au nom de la Liberté et de la Démocratie ? Quelle hypocrisie ! Nous refusons qu'au nom de l'Union Nationale, le gouvernement Hollande-Valls réprime nos libertés fondamentales.

Contre le racisme anti-musulmans et tous les racismes d'État !

Les injonctions faites à la « communauté » musulmane à se « désolidariser », à « condamner les attentats », se sont une fois de plus multipliées. Comme si les actes de quelques individus engageaient toute une « communauté », comme si il existait une solidarité a priori exigeant de se « désolidariser » ... Cela traduit et produit une vision des musulmanEs, réelLEs ou supposéEs, comme population suspecte. C'est ce poison de suspicion raciste que distillent les discours politiques et médiatiques. Alors même qu'une grande partie des victimes de Daesh sont des musulmanEs et que Daesh considère la majorité d'entre eux/elles comme ses ennemis ! Ceci n'est pas seulement absurde, c'est insultant, c'est inacceptable ! Tout aussi inacceptable est la suspicion raciste envers les migrantEs, qui accompagne la fermeture des frontières, pourtant certains fuient les exactions de Daesh et/ou les bombardements.

Depuis l'état d'urgence, cela s'est traduit dans des mosquées et chez des particuliers par des perquisitions et des saccages. De plus, les contrôles au faciès ont été renforcés. Ces violences étant le fait de l'État, il est difficile de les contester légalement. Ce racisme d'État « ouvre les vannes » : agressions physiques ou verbales contre les musulmanEs réelLEs ou supposéEs, tags islamophobes, attaques ou dégradations des lieux de culte, perpétrés par des groupes fascistes ou des individus, se sont multipliés ces trois dernières semaines.

Contre les guerres impérialistes !

Suite aux attentats, nos dirigeants ont choisi de bombarder la Syrie de plus belle. Les bombardements sont présentés comme une nécessité pour lutter contre Daesh, mais en réalité, leurs cibles ne peuvent être qu'insaisissables. Les frappes touchent surtout des civils, donc des innocents. Cette dynamique guerrière, qui ne date pas d'aujourd'hui (Mali, Centrafrique, Libye, Irak, Syrie, ...) est aussi liée à des intérêts économiques (la France est cette année le deuxième vendeur d'armes du monde).

Dans le mépris le plus total des peuples, y compris de la population française, l'État a créé et continue de créer un terreau favorable à Daesh : vente d'armes, accords autour du pétrole et rapports avec l'État turc, l'Arabie Saoudite et le Qatar (qui financent ou commercent avec Daesh et sont alliés à la France), ... Les combattants kurdes sont une des seules forces à combattre réellement Daesh, pourtant l'État français et l'UE maintiennent toujours le PKK (parti des travailleurs kurdes) sur la liste des organisations terroristes. La guerre permanente menée depuis un quart de siècle au Proche et au Moyen-Orient, par les puissances impérialistes (France, USA, GB, Israël, ...), a fait un nombre incalculable de morts.

Comme pour les attentats d'Île-de-France, ces morts provoquent notre indignation. Pour plusieurs pays de la région, c'est le 13 novembre tous les jours..